

DEPARTEMENT : MARNE

ARRONDISSEMENT : SAINTE-MENEHOULD

CANTON : SAINTE-MENEHOULD

COMMUNE : SAINTE-MENEHOULD

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté, Egalité, Fraternité

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL



Date de
Convocation :
26 janvier 2012

L'an deux mille douze, le vingt six janvier, nous, Maire de la Ville de SAINTE-MENEHOULD, avons convoqué le Conseil Municipal, en séance ordinaire, le premier février deux mille douze à dix huit heures, sous la présidence de Monsieur Bertrand COUROT, maire.

Date
d'Affichage :
6 février 2012

Présents : COUROT Bertrand, CAMUS Mireille, NOTAT Marcel, LOUVIOT Jean-Pierre, DEMOURY Hervé, VERDELET Jean-Marc, JACQUIER Henri adjoints, MAYEUX Françoise, BROUART Paulette, COLINET Jean-Pierre, TESSIER Frédéric, DESTREZ Philippe, DIEUDONNE Pascale, DRUET Sylvain, CHAVENTRE André, BLOND Michèle et AIMONT Olivier

Nombre de
membres en
exercice : 27

Absents et Excusés : DRILLON Séphora, PIETREMENT Pascaline, GUGERT Florent GOULET Emilie, LALAQUE Virginie, SABON Corinne, CHAUFFERT Jean-Claude, PELETIER Michel, LEBEL Stève et FOULAIN Frédéric

Présents : 17
Votants : 22
Pouvoirs : 5

Procurations : DRILLON Séphora à COUROT Bertrand
PIETREMENT Pascaline à NOTAT Marcel
GOULET Emilie à CAMUS Mireille
LALAQUE Virginie à VERDELET Jean-Marc
PELETIER Michel à AIMONT Olivier

Secrétaire de séance : TESSIER Frédéric

N°012/12

REVISION DU
PLAN LOCAL
D'URBANISME
ET DEFINITION
DES MODALITES
DE
CONCERTATION

Vu le Code de l'Urbanisme, et notamment ses articles L.123-13 et suivants, R.123-1 et suivants et L.300-2,

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé par délibération du 28 avril 2008,

Vu l'avis favorable de la commission d'urbanisme du 5 janvier 2012,

Le Maire présente les objectifs poursuivis par la révision du PLU et l'intérêt pour la commune de reconsidérer le contenu du PLU :

- modifier des limites de zonage
- apporter une meilleure lisibilité et applicabilité du règlement du PLU
- revoir des emplacements réservés
- prendre en compte des questions environnementales définies dans la loi « Grenelle II »
- prendre en compte des évolutions de la commune depuis la dernière révision du document

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire, et en avoir délibéré,

Le conseil municipal, à l'unanimité

1/ prescrit la révision du Plan Local d'Urbanisme sur l'ensemble du territoire communal,

2/ ouvre la concertation pendant toute la durée de l'étude et jusqu'à l'arrêt du projet de Plan Local d'Urbanisme,

La concertation se déroulera dans les modalités suivantes :

Moyens d'information à utiliser

- affichage de la présente délibération pendant toute la durée des études nécessaires
- articles spéciaux dans la presse et le bulletin municipal
- dossier disponible en Mairie, mis à jour au fur et à mesure de son avancement
- article sur le site Internet de la ville
- messages sur les panneaux électroniques de la ville

Moyens offerts au public pour s'exprimer et engager le débat

- un registre destiné aux observations de toute personne intéressée sera mis tout au long de la procédure à la disposition du public, en mairie aux heures et jours habituels d'ouverture
- possibilité d'écrire au maire
- réunion publique avec la population

La municipalité se réserve la possibilité de mettre en place toute autre forme de concertation si cela s'avérait nécessaire.

Cette concertation se déroulera pendant toute la durée des études nécessaires à la mise au point du projet. A l'issue de cette concertation, M. le Maire en présentera le bilan au conseil municipal qui en délibérera et arrêtera le projet de PLU.

3/ sollicite de l'Etat et du Conseil Général une dotation destinée à compenser la charge financière de la commune correspondant à la révision du PLU.

4/ de donner au maire l'autorisation de lancer un marché pour désigner un bureau d'étude chargé de la révision et de signer toutes les pièces du marché.

Conformément à l'article L.123-6 du code de l'urbanisme et dans les conditions prévues à l'article L.111-8 du même code, à compter de la publication de la présente délibération, l'autorité compétente décide de surseoir à statuer sur les demandes d'autorisation concernant des constructions, installations ou opérations qui seraient de nature à compromettre ou à rendre plus onéreuse l'exécution du futur plan.

La présente délibération sera transmise au Préfet, et notifiée :

- aux présidents du Conseil Régional et du Conseil Général,
- aux présidents de la chambre de commerce et d'industrie, de la chambre de métiers et de la chambre d'agriculture,
- au président de la Communauté de communes de la région de Sainte-Ménéhould,
- aux maires des communes limitrophes,

Conformément à l'article R123-24 du code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois et mention de cet affichage sera effectuée dans un journal.



Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus
Et ont signé au registre les membres présents
Pour extrait conforme
SAINTE-MENEHOULD, le - 2 FEV. 2012

Le Maire, 

DEPARTEMENT : MARNE

ARRONDISSEMENT : SAINTE-MENEHOULD

CANTON : SAINTE-MENEHOULD

COMMUNE : SAINTE-MENEHOULD

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté, Egalité, Fraternité

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Date de
Convocation :
11 juillet 2011

L'an deux mille onze, le onze juillet, nous, Maire de la Ville de SAINTE-MENEHOULD, avons convoqué le Conseil Municipal, en séance ordinaire, le dix huit juillet deux mille onze à vingt heures trente minutes, sous la présidence de Monsieur Bertrand COUROT, maire.

Date
d'Affichage :
25 juillet 2011

Présents : COUROT Bertrand, CAMUS Mireille, NOTAT Marcel, LOUVIOT Jean-Pierre, PIETREMENT Pascaline, VERDELET Jean-Marc, JACQUIER Henri adjoints, BROUART Paulette, COLINET Jean-Pierre, TESSIER Frédéric, DIEUDONNE Pascale, GOULET Emilie, SABON Corinne, AIMONT Olivier et LEBEL Stève.

Nombre de
membres en
exercice : 27

Absents et Excusés : DRILLON Séphora, DEMOURY Hervé, MAYEUX Françoise DESTREZ Philippe, GUGERT Florent, LALAQUE Virginie DRUET Sylvain, CHAVENTRE André, PELETIER Michel, CHAUFFERT Jean-Claude, FOULAIN Frédéric et BLOND Michèle,

Présents : 15
Votants : 22
Pouvoirs : 7

Procurations : DRILLON Séphora à VERDELET Jean-Marc
DEMOURY Hervé à CAMUS Mireille
DESTREZ Philippe à NOTAT Marcel
DRUET Sylvain à COUROT Bertrand
CHAVENTRE André à AIMONT Olivier
PELETIER Michel à JACQUIER Henri
CHAUFFERT Jean-Claude à LEBEL Stève

Secrétaire de séance : LEBEL Stève

Vu la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement dite «Grenelle II», notamment son article 28,

N° 161/11

ETABLISSEMENT
D'UNE AIRE DE
MISE EN VALEUR
DE
L'ARCHITECTURE
ET DU
PATRIMOINE

Le Maire expose à l'assemblée :

Que la commune de Sainte-Ménéhould a décidé, par délibération du 26 juin 1984, de la mise en place d'une zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP). Celle-ci a fait l'objet en date 9 février 2000 d'une approbation par délibération du conseil municipal N°004/00,

Que la loi du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement dite «Grenelle II» modifie par son article 28 le dispositif de la ZPPAUP appelé à être remplacé par un nouveau dispositif dénommé « aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine » (AVAP). Sur ce point particulier, la loi est entrée en vigueur immédiatement, il n'est donc pas possible de procéder à la révision ou la modification de la ZPPAUP selon les dispositions antérieures à la loi,

Que la révision de la ZPPAUP, selon la loi Grenelle 2 et les articles L 642-1 à L 642-10 du code du patrimoine, conduira donc à l'établissement d'une aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (AVAP),

Que les principes fondamentaux des AVAP demeurent les mêmes que ceux des ZPPAUP concernant la mise en valeur du patrimoine dans toutes ses dimensions urbaine, architecturale, paysagère, historique, archéologique et culturelle mais il s'y ajoute le respect des principes de développement durable, notamment au regard des économies d'énergie, en compatibilité avec le projet d'aménagement et de développement durable du plan local d'urbanisme,

Que la transformation de la ZPPAUP en AVAP fera l'objet d'une étude qui permettra d'établir notamment un document graphique faisant apparaître les immeubles dont la conservation est imposée, ainsi qu'un règlement portant à la fois sur la qualité architecturale



des nouvelles constructions et sur l'intégration paysagère et architecturale des installations ou travaux destinés à la prise en compte des objectifs environnementaux,

Qu'un décret d'application en cours précisera les modalités d'application de la loi du 12 juillet 2010,

Qu'à défaut de la mise en place d'une AVAP dans les 5 ans qui suivent l'entrée en vigueur de la loi, la ZPPAUP de Sainte-Ménéhould cessera de produire ses effets et les périmètres de protection de 500 mètres autour des monuments historiques seraient de nouveau en vigueur,

Au vu de ces explications, il est proposé au Conseil Municipal :

- de prescrire la révision de la ZPPAUP en vue de la transformer en AVAP,
- de déterminer les modalités de concertation,
- de composer la commission locale de l'AVAP,
- d'autoriser le maire à signer tout contrat de prestation ou de service nécessaire à la révision de la ZPPAUP,
- de solliciter de la région et de l'Etat des dotations nécessaires à l'étude.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité

Donne son accord pour la transformation de la ZPPAUP en aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (AVAP),

Précise que les modalités de la concertation prévues par l'article L 300-2 du code de l'urbanisme seront les suivantes :

- mise à disposition du public en mairie d'un cahier d'observations et d'un dossier alimenté au fur et à mesure de l'avancement des études,
- réunion publique,
- information dans le bulletin municipal, sur le site Internet de la ville,
- information par affichage en mairie, et tout autre moyen jugé utile.

Décide de constituer une commission locale de l'AVAP (instance consultative) chargée d'assurer le suivi de la conception et de la mise en œuvre des règles applicables à l'AVAP composée comme suit :

Les représentants de la commune de Sainte-Ménéhould (3 au minimum)	NOTAT Marcel, COLINET Jean-Pierre, CAMUS Mireille, LOUVIOT Jean-Pierre et CHAVENTRE André
Un représentant de la Communauté de communes de la Région de Sainte-Ménéhould :	LEMAIRE Maurice
Le préfet ou son représentant	
Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement ou son représentant	
Le directeur régional des affaires culturelles ou son représentant	
Une personne qualifiée au titre de la protection du patrimoine	Monsieur l'Architecte des Bâtiments de France ou son adjoint
Une personne qualifiée au titre des intérêts économiques concernés	- un représentant de la CAIPAC

Demande à Monsieur le préfet de bien vouloir procéder à la désignation des représentants des services de l'Etat qu'il souhaite voir associer au groupe d'étude du projet,

Autorise Monsieur le maire à signer tout document relatif à cette affaire et à solliciter de l'Etat et de la Région une dotation à la commune pour participer aux dépenses nécessaires à la transformation de la ZPPAUP en AVAP.

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus
Et ont signé au registre les membres présents
Pour extrait conforme
SAINT-MENEHOULD, le **19 JUL. 2011**



Le Maire,